

Convention collective interrégionale

**IDCC : 172. – INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCOGNE**

(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT N° 1 DU 29 MARS 2010

À L'ACCORD DU 24 AVRIL 2008 RELATIF AUX STATUTS DE L'ASSOCIATION
RÉGIONALE PARITAIRE POUR LE FINANCEMENT DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

NOR : ASET1051244M

IDCC : 172

L'accord du 24 avril 2008 relatif aux statuts de l'association régionale paritaire pour le financement de la négociation est ainsi modifié :

Statuts

« Association paritaire pour le financement de la négociation », convention collective de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne (APF 172).

Article 1^{er}

Forme

Il est fondé entre les partenaires sociaux parties prenantes de l'accord du 24 avril 2008 relatif à la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 ainsi que le décret du 16 août 1901.

Article 2

Titre

L'association porte le titre suivant : « Association paritaire pour le financement de la négociation », convention collective de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne » (APF 172).

Article 3

Objet

L'association a pour objet d'assurer la gestion et le financement de la préparation, de l'information, de l'animation de la négociation collective de branche.

Article 4

Siège

Le siège est fixé 31, avenue de la Poterie, à Gradignan. Il peut être transféré en tous lieux sur décision de l'assemblée générale.

Article 5

Tribunal compétent

Le tribunal compétent pour toutes actions en justice de l'association est celui du siège. Le président représente l'association lors de ces actions.

Article 6

Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 7

Membres

L'association est composée des organisations syndicales professionnelles et syndicales de salariés, parties prenantes de la convention collective de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne.

Article 8

Ressources

Les ressources de l'association comportent :

- les cotisations de ses membres, dont le montant est fixé par l'assemblée générale ;
- les cotisations des entreprises dont les activités sont visées dans le champ d'application de l'accord relatif à la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne en application de l'article 1^{er} dudit accord ;
- les subventions, dons et legs qui lui sont accordés.

Article 9

Assemblée générale. – Composition

L'assemblée générale est composée d'un représentant personne physique des personnes morales membres pour les organisations de salariés et d'autant de membres des organisations d'employeurs.

Les employeurs sont tenus d'accorder une autorisation d'absence aux salariés désignés par leur organisation pour siéger à l'assemblée générale.

La durée du mandat des membres de l'assemblée générale, nommés par les partenaires sociaux est de 2 années consécutives. Ce mandat est renouvelable.

La durée du mandat du ou des membres de l'assemblée générale en remplacement du ou des membres démissionnaires, radiés ou décédés, est la durée restante qu'auraient eue les mandats des membres remplacés.

La moitié des membres doit être présente ou représentée pour que l'assemblée générale délibère valablement. Un membre ne peut donner pouvoir qu'à un autre membre de l'assemblée générale issu du même collège, cependant ce dernier peut en recevoir plusieurs.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents et représentés. À l'occasion de chaque décision, le collège des employeurs et celui des salariés doivent disposer d'un nombre de voix égal.

Article 10

Pouvoirs de l'assemblée générale

L'assemblée générale dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer l'association et pour agir en son nom.

Elle se prononce sur le rapport d'activité et les comptes.

L'assemblée générale élit en son sein :

- un président, un vice-président ;
- un trésorier, un secrétaire.

Le secrétaire pourra assurer la fonction de trésorier-adjoint.

Les postes de président et de secrétaire d'une part et de vice-président et trésorier d'autre part, alterneront entre le collège des employeurs et celui des salariés tous les 2 ans afin que successivement chaque collège puisse être représenté à chaque poste. Les fonctions de président et de secrétaire d'une part et de vice-président et trésorier d'autre part, ne peuvent être attribuées au même collège.

Le président valide les engagements et le trésorier dispose de la délégation de signatures pour toutes les opérations et tous les mouvements bancaires engageant l'association. La suppression de la délégation de signatures est effective à la fin du mandat. L'assemblée générale pourra définir des délégations de signatures pour les opérations de gestion des activités de l'association.

Article 11

Réunion de l'assemblée générale

L'assemblée générale se réunit toutes les fois où elle est convoquée par le président et au moins 1 fois par an. D'autres réunions peuvent avoir lieu, convoquées par le président ou à la demande de 3 membres, à tout moment de l'année.

Article 12

Gestion administrative

Les activités et la gestion administratives de l'association sont assurées par un secrétariat administratif d'une organisation professionnelle patronale, placé sous la responsabilité du président.

Les membres de l'assemblée générale ne sont pas rémunérés pour l'exercice de leur fonction, néanmoins les pertes de rémunération et les frais engagés pour leur participation seront remboursés sur justificatifs.

Les modalités de prise en charge des frais administratifs seront définies par l'assemblée générale.

Article 13

Comptabilité

Il est tenu une comptabilité conformément aux règles comptables en vigueur. Elle est contrôlée par un expert-comptable désigné par l'assemblée générale.

Article 14

Règlement intérieur

Un règlement intérieur est établi par l'assemblée générale.

Ce règlement sera destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts notamment ceux qui ont trait à l'administration de l'association et aux modalités de remboursement des frais visés dans l'accord.

Article 15

Dissolution de l'association

En cas de dissolution, l'assemblée générale statue sur la dévolution du patrimoine de l'association.

L'assemblée générale désigne les établissements publics ou privés reconnus d'utilité publique ou, éventuellement, les associations déclarées ayant un objet similaire à celui de l'association dissoute qui recevront le reliquat de l'actif après paiement de toutes dettes et charges de l'association et de tous frais de liquidation.

L'assemblée générale nomme pour assurer les opérations de liquidation un ou plusieurs membres de l'association qui seront investis à cet effet de tous pouvoirs nécessaires.

Article 16

Déclaration. – Publication

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présents statuts signés par le président de l'APF 172 pour procéder aux formalités de dépôt prévues par la loi.

Fait à Cestas, le 29 mars 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération des industries du bois d'Aquitaine ;

Union des industries régionales de pin maritime.

Syndicats de salariés :

FNSCBA CGT ;

FIBOPA CFE-CGC.

